

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, December 7, 1971

[Text]

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: At a Committee meeting last week Mr. Mathers asked whether there was anything new about a suggested story by the Auditor General on the use of vehicles in government departments. I have a letter here if you will allow me to read it for the record.

The Chairman: The letter about Mr. . . .

Mr. Clermont: When we were discussing paragraph 156. I have the French version of the letter. «Contrôle insuffisant de l'utilisation des véhicules à moteur».

The Chairman: That is regarding PFRA was it not?

Mr. Clermont: I think so, yes. It was suggested by our colleague, Mr. Mathers, that we ask Treasury Board if such a study was started. I said I would take his suggestion as a notice and make a report later on. I am ready to make a report today if you allow me.

The Chairman: Yes, proceed, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I have a letter dated November 29 addressed to me from Mr. A.W. Johnson, the Secretary of the Treasury Board, which reads as follows:

I am informed that in the meeting of the Public Accounts Committee, last week, reference was made to paragraph 156 in the Auditor General's Report, where it is suggested that there is a need for a study by Treasury Board of "all aspects of motor vehicle management, including the use of personal automobiles."

I would therefore like to advise you that we do have a study underway concerned with Treasury Board policy relating to all aspects of the procurement and use of motor vehicles in the government service, including the use of privately-owned vehicles. This study should lead to a proposed policy for Treasury Board approval during the first half of 1972.

Yours sincerely,
A.W. Johnson.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. That is the answer to the Committee wanting to know if a government study had been made on the use of government-owned vehicles. We are sure the Committee is pleased to know that a study is underway and it will be completed in the early part of next year.

Now, we are continuing this morning with our study of the Auditor General's Report, paragraph 123, page 82 in English and page 88 in the French edition. We have the officials of the Department of National Health and Welfare with us this morning. We have dispensed with our questions concerning the "Health" aspect so we will proceed with paragraph 123, "Guaranteed income supplement", concerning "Welfare". This paragraph is similar to the previous one which dealt with a study of a routine check on the Old Age Security Program and has to do with the "Guaranteed income supplement" and checks that have been made by the department on 5 per cent of the claims each year tied in with the Taxation Division of the Department of National Revenue; and it does show some discrepancies here. The Committee will, no doubt, have some questions. Mr. Dupras.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 7 décembre 1971

[Interpretation]

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: A une réunion du Comité, la semaine dernière, M. Mathers a demandé s'il y avait du nouveau au sujet des observations de l'Auditeur général sur l'emploi des véhicules au sein des ministères du gouvernement. A ce sujet, j'ai en main une lettre que j'aimerais consigner au procès-verbal.

Le président: Une lettre concernant . . .

M. Clermont: Elle a trait au paragraphe 156. J'ai devant moi le texte français. «Inadequate management of motor vehicle operations».

Le président: C'est une question qui se rattache à la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, n'est-ce pas?

M. Clermont: Je crois. Notre collègue, M. Mathers, avait proposé que nous demandions au Conseil du trésor si une étude avait été faite à ce sujet. Je lui avais répondu que je prendrais sa suggestion en préavis et que je ferais rapport plus tard. Je suis maintenant prêt à le faire, si vous me le permettez.

Le président: Certainement, monsieur Clermont.

M. Clermont: La lettre, datée du 29 novembre, m'est adressée et elle vient de M. A.W. Johnson, le secrétaire du Conseil du trésor.

On me dit même qu'à une réunion du Comité des Comptes publics, la semaine dernière, on a étudié le paragraphe 156 du rapport de l'Auditeur général qui souligne le besoin d'une étude par le Conseil du trésor de tous les aspects de la gestion des véhicules automobiles, y compris l'emploi des voitures privées.

Je vous avise donc qu'on procède actuellement à une étude au sujet de la politique du Conseil du trésor en ce qui concerne tous les aspects de l'achat et de l'utilisation des véhicules automobiles par les services gouvernementaux, y compris l'emploi des voitures privées. L'étude permettra la formulation d'une politique qui sera soumise à l'approbation du Conseil du trésor au cours du premier semestre de 1972.

Bien à vous.

A.W. Johnson.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Le Comité, en effet, voulait savoir si le gouvernement avait procédé à une étude au sujet de l'usage des véhicules gouvernementaux. Les membres seront sûrement heureux d'apprendre qu'une étude est en cours et qu'elle sera terminée au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Nous passons maintenant à l'étude du rapport de l'Auditeur général, paragraphe 123, page 82 de la version anglaise et 88 de la version française. Ce matin, nous accueillons les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Nous leur faisons grâce des questions portant sur l'aspect «santé» de leur activité pour passer directement à l'étude du paragraphe 123, «Supplément de revenu garanti», qui se rattache plutôt au bien-être social. La question avait déjà fait l'objet d'observations de l'Auditeur général ayant trait à l'étude de la vérification routinière du programme de sécurité et de la vieillesse, et plus précisément au «Supplément de revenu garanti» ainsi qu'aux examens qui sont faits chaque année par le ministère, en collaboration avec la division de l'impôt du ministère du Revenu national, sur 5 p. 100 des